

Contribution

• Pas de potion magique pour le PSU

Denis BERGER,
Jacques MOIROUX,
Michel ODACIER.

Le PSU est en crise. Une crise générale, totale. Définitive selon toute probabilité. Le parti qui, depuis quatre ans, se voulait au centre des luttes n'est plus. Il ne renaîtra pas de ses cendres

Tous les militants le déplorent. Mais aucun d'entre eux ne peut, à l'instar du Bureau national qui proscrit le terme de crise, ignorer la vérité. Pas plus qu'il ne peut suivre ceux qui attribuent aux seules luttes de fractions la dégénérescence de l'organisation qui a rêvé d'être « le plus grand parti révolutionnaire d'Europe ».

Car la crise du PSU ne se limite pas à l'élite d'initiés qui hante la rue Borromée : ce ne serait ni très nouveau, ni très grave. **La crise est vécue par les militants.** Ceux-ci ne croient plus en la capacité d'action collective de leur parti. Ils n'ont plus confiance dans la direction élue. Scepticisme et repli sur soi sont les traits les plus fréquents, même s'ils ne sont pas également présents partout, même s'ils atteignent davantage Paris que la province.

Cette situation ne doit rien au hasard. Si le PSU en est là, c'est parce **qu'il a été incapable de faire face à ses responsabilités.** Entre 1968 et 1970, il a été le lieu où se rencontraient des militants d'origines diverses, des révolutionnaires et des camarades en train de rompre avec le réformisme. Il a été le reflet de l'évolution vers la gauche d'une partie du mouvement ouvrier. Il ne pouvait en rester là. Un seuil devait être franchi : définir un programme politique qui rompe avec le réformisme sans sombrer dans l'éclectisme ; préciser une stratégie de lutte de masse, dans les entreprises notamment ; se doter d'un système d'organisation efficace. Des tentatives ont été faites dans ce sens. Elles n'ont abouti à aucun changement d'ensemble, noyées qu'elles ont été dans l'unanimité factice qui se créait périodiquement

autour de vocables imprécis, tel le « mouvement politique de masse ».

Rechercher les responsabilités de cette faillite est nécessaire, en dehors de tout esprit de règlement de compte. Nous ne pouvons tolérer que les très nombreux et très réels acquis des militants du PSU soient définitivement perdus. Pour engager un travail futur, il faut faire un bilan.

Il est accablant, en premier lieu, pour l'actuel Bureau national, équipe de rencontre née de la majorité hétéroclite du Congrès de Lille.

Ce n'est pas le lieu de faire ici un contre-rapport d'activité. Bornons-nous à enregistrer que la plus grande qualité des dirigeants actuels du PSU a consisté à ne pas choisir d'orientation claire. Malheureusement, la réalité politique et sociale est plus rigoureuse que les théoriciens de « la révolution, qu'est-ce que c'est ? » : à force de ne pas prendre de décisions claires, on est contraint, bon gré, mal gré, de s'adapter aux courants dominants du mouvement ouvrier. De là découle la pratique actuelle du Bureau national, tiraillé en permanence entre le flirt avec le PS et le désir fou d'être l'expression politique du courant informellement réformiste que représente la direction de la CFDT.

Les zigzags qu'implique cette indétermination dans la détermination opportuniste vont à contre-courant de la volonté implicite de la majorité des militants de base du PSU. De cette contradiction naît la crise actuelle dans **laquelle la responsabilité du Bureau national est déterminante.** Reconnaissons à Rocard une certaine logique : confronté à une situation qu'il a largement contribué à créer, il persiste dans ses méthodes extra-politiques ; c'est par des mesures disciplinaires qu'il cherche à résoudre les problèmes. Le prochain Conseil national qui devait discuter de stratégie internationale va être consacré à une bataille obscure sur des problèmes disciplinaires.

Excusez-nous, camarades, mais nous ne tomberons pas dans le panneau. Le PSU a besoin

d'un débat politique, le plus clair et le plus approfondi possible. Toute tentative de poser en préalable, même sous une forme détournée, l'exclusion d'un courant de la gauche du PSU est un obstacle à la clarification politique. Nous laisserons à ceux qui, comme Mousel, s'accrochent à des principes abstraits de fonctionnement idéal d'un parti révolutionnaire - que n'est pas le PSU - le soin de jouer le grand air de l'unité du parti.

Nous nous opposerons à toute sanction, dont le seul résultat serait d'accélérer la décomposition dans la confusion. Ceux qui espèrent se « remettre au travail » après l'exclusion de la G.R. doivent savoir qu'ils le feront peut-être avec Chevènement mais pas avec les militants révolutionnaires du PSU.

Cette position n'implique de notre part aucune solidarité avec les positions politiques de la GR. Nos désaccords sont très nets, et portent notamment sur l'attitude par rapport aux syndicats, le travail ouvrier, le refus du front des révolutionnaires, le comportement infantilement fractionnel. Ces camarades, par leur refus de poser clairement le problème de l'organisation révolutionnaire contribuent à la confusion générale. Mais, eux, se situent dans le camp révolutionnaire et nous voulons un débat clair avec eux.

Car, il faut enfin se décider à aborder les vrais problèmes constamment esquivés depuis des mois et des mois. Il nous faut dire clairement que le PSU ne peut plus être le centre d'un regroupement des révolutionnaires. Par contre, ceux de ses militants qui demeurent fermes sur leurs options révolutionnaires doivent maintenant se fixer un objectif : contribuer à la restructuration du mouvement révolutionnaire (à sa recombinaison organisationnelle, qui ne se limite pas à des fusions). C'est-à-dire engager, à tous les niveaux, les actions militantes et les débats théoriques qui aideront à la constitution d'un véritable regroupement par lequel l'extrême gauche deviendra une force politique cohérente, capable de répondre à la volonté militante de l'avant-garde qui se dégage dans les luttes ouvrières et paysannes, capable à terme de disputer la direction du mouvement ouvrier aux organisations réformistes, au PCF en premier lieu.

Il s'agit d'une **bataille politique** qui ne peut se résumer à un simple processus de fusion. Seuls ceux qui envisagent le militantisme comme une simple présence dans l'organisation qui a l'apparence la plus rassurante peuvent penser que, dès lors que le PSU fait eau de toute part, il faut se précipiter ailleurs au plus vite. Les ca-

marades qui à l'heure actuelle rallient ou se préparent à rallier la Ligue communiste ne font pas un choix politique : ils pratiquent un ralliement confortable et seront amenés à renoncer de plus en plus à toute critique de fond. La crise du PSU peut expliquer leur comportement ; elle ne le justifie pas. Nous le disons d'autant plus nettement que nous avons travaillé étroitement avec la plupart d'entre eux (et formulé ensemble une critique de la Ligue).

Nous ne proposons pas la voie de la facilité. Nous savons que la confusion persistante du PSU dresse de nombreux obstacles sur le chemin de la clarification politique. Pour nous, la crise actuelle du PSU n'est qu'un moment d'une lutte à plus long terme pour la création du parti révolutionnaire dont une étape essentielle est la réalisation d'un véritable front des révolutionnaires. L'heure n'est plus de subtiles tactiques aboutissant à des rassemblements de cadres « historiques » qui se répartiront l'illusion de diriger un parti décomposé. La parole doit être maintenant aux sections, aux groupes d'entreprises, aux militants.

Pour notre part, nous nous battons sur les positions suivantes :

— Tout mettre en oeuvre pour que s'ouvre, avec les organisations qui se posent le problème du parti révolutionnaire (Ligue communiste, Lutte ouvrière, Révolution en premier lieu) un débat public général.

— Tout mettre en oeuvre pour que cette confrontation porte sur des activités pratiques qui engagent les militants de base du PSU : intervention en direction des entreprises, préparation du prochain congrès de la CFDT, front commun pour les élections législatives de 1973, etc.

— Tout mettre en oeuvre pour aboutir à un **véritable travail politique dans les entreprises**.

Cette orientation doit être prise en charge par les militants eux-mêmes. Est-il besoin de dire que, sur la base de sa pratique, nous ne faisons aucune confiance au Bureau national actuel dont nous rejetons le rapport d'activité, assemblage de phrases destiné à masquer les trous de l'orientation.

Notre problème n'est pas non plus de maintenir à tout prix une unité factice comme le proposent ceux qui cherchent à esquiver les problèmes politiques fondamentaux. Il s'agit de sauvegarder les aspects positifs de l'expérience du P.S.U. pour en faire profiter l'ensemble du mouvement révolutionnaire.

Ouvrons donc un véritable débat. Quelles que soient les conséquences organisationnelles. Seuls souhaitent l'immobilisme ceux qui ont à gagner de la confusion générale.